

**Règlement grand-ducal du 29 juin 1997 portant modification du règlement grand-ducal du 20 novembre 1993 concernant les préparations pour nourrissons et les préparations de suite.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi modifiée du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels;

Vu la directive 96/4/CE de la Commission du 16 février 1996 modifiant la directive 91/321/CEE concernant les préparations pour nourrissons et les préparations de suite;

Vu l'avis de la Chambre des Métiers;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre ministre de la Santé et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. A.** Le règlement grand-ducal du 20 novembre 1993 concernant les préparations pour nourrissons et les préparations de suite est modifié comme suit:

1) Les sous-points 2.4. et 2.5. du point 2. de l'article 10 sont abrogés et remplacés par le texte suivant:

«2.4. dans le cas des préparations pour nourrissons et des préparations de suite, la valeur énergétique disponible exprimée en kilojoules et en kilocalories ainsi que la teneur en protéines, glucides et lipides, exprimée sous forme numérique, pour 100 millilitres de produit prêt à l'emploi;

2.5. dans le cas des préparations pour nourrissons et des préparations de suite, la quantité moyenne de chaque élément minéral et de chaque vitamine figurant respectivement à l'annexe I et à l'annexe II et, le cas échéant, de choline, d'inositol, de carnitine et de taurine, exprimée sous forme numérique pour 100 millilitres de produit prêt à l'emploi;»

2) Il est inséré un nouveau paragraphe 2 bis à l'article 10 qui s'énonce comme suit:

«2bis. L'étiquetage peut comporter les indications suivantes:

- a) la quantité moyenne des nutriments mentionnés à l'annexe III, lorsque cette indication n'est pas couverte par les dispositions du paragraphe 2 point 2.5. du présent article, exprimé sous forme numérique, pour 100 millilitres du produit prêt à l'emploi;
- b) pour les préparations de suite, en plus des informations numériques, des données concernant les vitamines et les minéraux figurant à l'annexe VIII, exprimées en pourcentages des valeurs de référence qui sont données, pour 100 millilitres du produit prêt à l'emploi, pour autant que les quantités présentes soient au moins égales à 15 % des valeurs de référence.»

3) Les annexes sont modifiées conformément aux annexes au présent règlement.

**Art. B.** - Le présent règlement entrera en vigueur quatre jours après sa publication au Mémorial.

Toutefois, les préparations pour nourrissons et les préparations de suite qui ne satisfont pas encore aux dispositions du présent règlement continuent à pouvoir être commercialisées jusqu'au 30 mars 1999.

**Art. C.** - Notre ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial avec ses annexes.

Le Ministre de la Santé,  
**Johnny Lahure**

Château de Berg, le 29 juin 1997.  
**Jean**

Dir. 96/4.

—  
ANNEXE

1) L'annexe I est modifiée comme suit:

a) Les points 2, 2.1 et 2.2 sont remplacés par le texte suivant:

«2. **Protéines**

(Teneur en protéines = teneur en azote x 6,38) pour les protéines de lait de vache.

(Teneur en protéines = teneur en azote x 6,25) pour les isolats de protéines de soja et les hydrolysats partiels de protéine

On entend par «indice chimique» le plus faible des rapports existant entre la quantité de chaque acide aminé essentiel de la protéine considérée et la quantité de chaque acide aminé correspondant de la protéine de référence.

2.1. **Préparations à base de protéines de lait de vache**

Minimum	Maximum
0,45 g/100 kJ	0,7 g/100 kJ
1,8 g/100 kcal)	(3 g/100 kcal)

A valeur énergétique égale, la préparation doit contenir une quantité disponible de chacun des acides aminés essentiels et semi-essentiels au moins égale à celle contenue dans la protéine de référence (lait maternel, tel que défini à l'annexe V); toutefois, pour les calculs, les concentrations de méthionine et de cystine peuvent être comptées ensemble.

## 2.2. Préparations à base d'hydrolysats partiels de protéines

Minimum	Maximum
0,56 g/100 kJ (2,25 g/100 kcal)	0,7 g/100 kJ (3 g/100 kcal)

A valeur énergétique égale, la préparation doit contenir une quantité disponible de chacun des acides aminés essentiels et semi-essentiels au moins égale à celle contenue dans la protéine de référence (lait maternel, tel que défini à l'annexe V); toutefois, pour les calculs, les concentrations de méthionine et de cystine peuvent être comptées ensemble.

Le coefficient d'efficacité protéique (PER) et l'utilisation protéique nette (NPU) doivent être au moins égaux à ceux de la caséine.

La teneur en taurine doit être au moins égale à 10 µmoles/100 kJ (42 µmoles/100 kcal) et la teneur en L-carnitine doit être au moins égale à 1,8 µmoles/100 kJ (7,5 µmoles/100 kcal).»

- b) Au point 3, la teneur minimale en lipides est modifiée comme suit:  
«Minimum  
1,05 g/100 kJ  
(4,4 g/100 kcal)».
- c) Au point 3.1, le troisième tiret est supprimé.
- d) Au point 3, les points suivants sont ajoutés:  
«3.5. La teneur en acide alpha-linolénique ne doit pas être inférieure à 12 mg/100 kJ (50 mg/100 kcal).  
Le rapport acide linoléique/alpha-linolénique ne doit pas être inférieur à 5, ni supérieur à 15.  
3.6. La teneur en isomères trans d'acides gras ne doit pas être supérieure à 4% de la teneur totale en matières grasses.  
3.7. La teneur en acide érucique ne doit pas être supérieure à 1% de la teneur totale en matières grasses.  
3.8. Des acides gras poly-insaturés (LCP) à chaînes longues (20 et 22 atomes de carbone) peuvent être ajoutés. Dans ce cas, leur teneur ne doit pas être supérieure à:  
— 1% de la teneur totale en matières grasses pour les LCP n-3  
et  
— 2% de la teneur totale en matières grasses pour les LCP n-6  
— (1% de la teneur totale en matières grasses pour l'acide arachidonique).  
La teneur en acide eicosapentaénoïque (20:5 n-3) ne doit pas être supérieure à la teneur en acide docosahexaénoïque (22:6 n-3).»
- e) Au point 5.1., le texte suivant est ajouté:

	Pour 100 kJ		Pour 100 kcal	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
«Sélénium <sup>(2)</sup> (µ)	—	0,7	—	3

<sup>(2)</sup> Limite applicable aux préparations contenant du sélénium ajouté.»

- f) Au point 6, la référence à la nicotinamide est remplacée par:

	Pour 100 kJ		Pour 100 kcal	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
«Niacine (mg-EN)	0,2	—	0,8	—

2) L'annexe II est modifiée comme suit:

- a) Au point 2 premier alinéa, après les valeurs numériques, ajouter « . . . ou lait maternel . . . » après le mot . . . (caséine),

et

après le deuxième alinéa, ajouter l'alinéa suivant:

«A valeur énergétique égale, ces préparations doivent contenir une quantité disponible de méthionine au moins égale à celle contenue dans le lait maternel, tel que défini à l'annexe V.»

- b) Au point 3.1., le troisième tiret est supprimé.

- c) Au point 3, les points 3.5 et 3.6 suivants sont ajoutés:

«3.5. La teneur en isomères trans d'acides gras ne doit pas être supérieure à 4% de la teneur totale en matières grasses.

3.6. La teneur en acide érucique ne doit pas être supérieure à 1% de la teneur totale en matières grasses.»

3) A l'annexe I et à l'annexe II, le point 7 suivant est ajouté:

«7. Les nucléotides suivants peuvent être ajoutés:

	Maximum <sup>(1)</sup>	
	(mg/100 kJ)	(mg/100 kcal)
Monophosphate 5' de cytidine	0,60	2,50
Monophosphate 5' d'uridine	0,42	1,75
Monophosphate 5' d'adénosine	0,36	1,50
Monophosphate 5' de guanosine	0,12	0,50
Monophosphate 5' d'inosine	0,24	1,00

<sup>(1)</sup> La concentration totale en nucléotides ne doit pas dépasser 1,2 mg/100 kJ (5 mg/100 kcal)»

4) L'annexe III est modifiée comme suit:

- a) Au point 2, le texte suivant est ajouté:

Éléments minéraux	Sels autorisés
«Sélénium	Sélénate de sodium Sélénite de sodium»

- b) Au point 3, les substances suivantes sont ajoutées:

Monophosphate 5' de cytidine et ses sels de sodium

Monophosphate 5' d'uridine et ses sels de sodium

Monophosphate 5' d'adénosine et ses sels de sodium

Monophosphate 5' de guanosine et ses sels de sodium

Monophosphate 5' d'inosine et ses sels de sodium.»

5) A l'annexe IV, le point suivant est ajouté:

Allégations	Conditions autorisant l'allégation
«7. Réduction du risque d'allergie aux protéines de lait. Cette allégation peut comporter des termes faisant référence à une propriété allergénique réduite ou antigénique réduite	a) Les préparations satisfont aux dispositions établies à l'annexe I point 2.2 et la quantité de protéines immunoréactives mesurée à l'aide de méthodes généralement acceptées est inférieure à 1 % des substances contenant de l'azote dans les préparations.

Allégations	Conditions autorisant l'allégation
	<p>b) Une indication précisant que le produit ne doit pas être consommé par des nourrissons allergiques aux protéines intactes qui sont à la base de la préparation doit figurer sur l'étiquette, à moins que des essais cliniques généralement admis démontrent que la préparation est tolérée par plus de 90 % des nourrissons (intervalle de confiance 95 %) souffrant d'hypersensibilité aux protéines qui sont à la base de l'hydrolysate.</p> <p>c) Les préparations administrées par voie orale ne doivent pas provoquer de réactions de sensibilisation chez les animaux auxquels les protéines intactes qui sont à la base de la préparation ont été administrées.</p>

d) Des données objectives et vérifiées scientifiquement comme preuves des propriétés d'allégations doivent être disponibles.»

6) L'annexe VIII suivante est ajoutée:

«ANNEXE VIII»

LES VALEURS DE RÉFÉRENCE POUR L'ÉTIQUETAGE ALIMENTAIRE DES DENRÉES DESTINÉES AUX NOURRISSONS ET AUX JEUNES ENFANTS

Substance nutritive	Valeur de référence d'étiquetage	
Vitamine A	(µg)	400
Vitamine B	(µg)	10
Vitamine C	(mg)	25
Thiamine	(mg)	0,5
Riboflavine	(mg)	0,8
Équivalents niacine	(mg)	9
Vitamine B6	(mg)	0,7
Folate	(µg)	100
Vitamine B12	(µg)	0,7
Calcium	(mg)	400
Fer	(mg)	6
Zinc	(mg)	4
Iode	(µg)	70
Sélénium	(µg)	10
Cuivre	(mg)	0,4

**Loi du 19 juillet 1997 relative à la construction d'un bâtiment pour le Centre de Recherche Public Henri Tudor et le Centre de Technologie de l'Éducation à Luxembourg-Kirchberg.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 12 juin 1997 et celle du Conseil d'Etat du 24 juin 1997 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à la construction d'un bâtiment pour le Centre de Recherche Public Henri Tudor et le Centre de Technologie de l'Éducation à Luxembourg-Kirchberg.

**Art. 2.** Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent dépasser la somme de 455.000.000,— francs sans préjudice de l'indice des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux.

**Art. 3.** Le financement du projet se fera par le biais de la loi modifiée du 13 avril 1970 fixant les conditions suivant lesquelles le Gouvernement peut soit acquérir certains immeubles présentant un intérêt public, soit garantir le rendement et les charges locatifs de tels immeubles.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Travaux Publics,*  
**Robert Goebbels**

Paris, le 19 juillet 1997.  
**Jean**

*Le Ministre du Budget,*  
**Marc Fischbach**

Doc. parl. 4282; sess. ord. 1996-1997.

### **Règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 modifiant le règlement grand-ducal du 22 décembre 1989 concernant la comptabilité et les comptes annuels des organismes de sécurité sociale et du fonds national de solidarité**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 287 du code des assurances sociales;

Vu l'article 32 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;

Vu l'article 20 de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité;

Vu le règlement grand-ducal du 22 décembre 1989 concernant la comptabilité et les comptes annuels des organismes de sécurité sociale et du fonds national de solidarité;

Vu les avis de la Chambre de commerce, de la Chambre de travail, de la Chambre des employés privés, de la Chambre des métiers et de la Chambre des fonctionnaires et employés publics; la Chambre d'agriculture demandée en son avis;

Vu l'article 2(1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de la sécurité sociale et de Notre Ministre de la famille et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'article 8 alinéa 1 du règlement grand-ducal du 22 décembre 1989 concernant la comptabilité et les comptes annuels des organismes de sécurité sociale et du fonds national de solidarité est modifié comme suit:

«Aucune inscription de fin d'année ne peut être opérée après le 15 mars sauf dérogations prévues au plan comptable uniforme et à l'article 9 ci-après.»

**Art. 2.** L'article 9 du règlement grand-ducal du 22 décembre 1989 concernant la comptabilité et les comptes annuels des organismes de sécurité sociale et du fonds national de solidarité est complété par un deuxième alinéa ayant la teneur suivante:

«Les écritures y relatives peuvent être opérées jusqu'au 15 avril au plus tard; il en est de même si l'organisme peut justifier qu'il n'a pu recevoir les factures des fournisseurs absolument nécessaires pour donner aux comptes annuels une image fidèle des dépenses qui se rattachent à cet exercice.»

L'alinéa 2 actuel devient l'alinéa 3 nouveau.

**Art. 3.** Notre Ministre de la sécurité sociale et Notre Ministre de la famille sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent règlement qui est publié au Mémorial.

*La Ministre de la Sécurité sociale,*  
**Mady Delvaux-Stehres**

Paris, le 19 juillet 1997.  
**Jean**

*La Ministre de la Famille,*  
**Marie-Josée Jacobs**

### **Règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 concernant la réglementation et la signalisation routières sur l'autoroute A4 Esch-sur-Alzette - Luxembourg.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, telle qu'elle a été modifiée et complétée dans la suite;